

L'eau dans les documents d'urbanisme

compatibilité avec le SDAGE du bassin Loire-Bretagne 2010-2015

Les documents d'urbanisme – schémas de cohérence territoriale (SCOT), plans locaux d'urbanisme (PLU), cartes communales - doivent être compatibles avec les orientations fondamentales et avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE (articles [L.122-1-12](#), [L.123-1-9](#) et [L.124-2](#) du code de l'urbanisme).

Parallèlement, l'article [L.212-1 XI](#) du code de l'environnement précise que les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux.

Issue de la doctrine et de la jurisprudence, l'obligation de compatibilité se distingue de celle de conformité. L'obligation de conformité interdit toute différence entre le document de nature supérieure avec celui de nature subordonnée. L'obligation de compatibilité – qui va au-delà d'une prise en compte – est beaucoup plus souple. Elle implique seulement qu'il n'y ait pas de contradiction majeure entre un document de nature supérieure avec celui de nature subordonnée.

Le rapport de compatibilité entre les documents d'urbanisme et le SDAGE vise à :

- Supprimer les risques de contradiction entre les contenus des documents d'urbanisme et le contenu du SDAGE (objectifs, orientations, dispositions et zonages) ;
- Inscrire la réglementation applicable localement à l'utilisation des sols, dans le respect des orientations et objectifs de la planification liée à l'eau ;
- Et, si possible, favoriser par la réglementation locale de l'occupation des sols, la réalisation des objectifs relatifs à la gestion qualitative et quantitative et à la protection de la ressource en eau

Cette note présente la synthèse des éléments qui doivent être pris en compte lors de l'élaboration du projet de territoire et à rattacher au porter à connaissance ; En effet, l'article [L.121-2](#) du Code de l'urbanisme précise que le préfet porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme.

Ces informations sont ([R. 121-1](#) du Code de l'urbanisme) notamment les dispositions particulières applicables au territoire concerné, les directives territoriales d'aménagement, les dispositions relatives aux zones de montagne et au littoral figurant aux chapitres V et VI du titre IV du présent livre, les servitudes d'utilité publique ainsi que les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national au sens de l'article L. 121-9. Il fournit également les études techniques dont dispose l'Etat en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Pour connaître l'intégralité de toutes les dispositions, se reporter au SDAGE Loire-Bretagne 2010-2015 consultable sur le site <http://www.eau-loire-bretagne.fr>

Cliquez pour voir [la délimitation des bassins Loire-Bretagne et Adour-Garonne](#).

Attention : ce document ne concerne que le bassin hydrographique Loire-Bretagne.

■ RESSOURCE EN EAU

Données :

- Dispositions 6B-1, 6C-1, 6E-1, 6E-2, 6E-3, 6E-4 et 7B-3 (SDAGE Loire-Bretagne)
- [Carte des aires d'alimentation des captages prioritaires](#) (DREAL Poitou-Charentes)
- [Cartes des nappes à réserver à l'AEP](#) (Agence de l'eau Loire-Bretagne)
- [Carte de la zone de répartition des eaux du département de la Vienne](#) (DDT86)

Objectif :

Garantir la prise en compte de la disponibilité de la ressource et sa préservation en justifiant que les perspectives de développement et les principes d'urbanisation sont en adéquation avec :

- La sensibilité et la qualité de la ressource exploitée
- La capacité de distribution actuelle en quantité et en qualité et le niveau de sécurisation.
- La disponibilité de la ressource : comparaison des besoins en volumes d'eau pour le développement de la commune en termes de population et d'activités avec les volumes d'eau disponibles. Par exemple, on peut envisager d'utiliser des eaux de services non potables pour certains secteurs industriels, par des systèmes de pompage dans d'autres nappes que celle utilisée pour l'alimentation en eau potable.
- La présence d'aires d'alimentation et de périmètres de protection des captages sur le territoire communal, ce qui se traduit par le suivi des préconisations et prescriptions qui leur sont associées.
- La prise en compte des nappes réservées dans le futur à l'alimentation en eau potable (NAEP) et de leurs schémas de gestion si ils existent.
- L'amélioration du rendement primaire des réseaux d'adduction publique alimentés par des NAEP (>75% en zone rurale et >85% en zone urbaine)
- L'amélioration du rendement primaire des réseaux d'eau potable au minimum de 75% en zone rurale et 85% en zone urbaine avant 2012.
- La prise en compte du tissu d'infrastructures existantes de façon à rationaliser les coûts des extensions et des renforcements des réseaux (EU, EP, AEP). Le zonage sera défini en fonction de la limite d'extension des réseaux.

■ EAUX USEES

Données :

- Dispositions 3D-1, 3D-3, 5B-1, 5B-3, 5C-1 (SDAGE Loire-Bretagne)

Objectif :

Garantir la protection de la ressource en eau en justifiant que les perspectives de développement, les principes d'assainissement et le dimensionnement des ouvrages proposés sont en adéquation avec :

- Le zonage d'assainissement collectif/non collectif et les orientations des schémas de gestion, des eaux et d'assainissement, et le règlement d'assainissement en vigueur sur la commune.
- Les capacités du sol pour l'assainissement non collectif et la capacité des réseaux et de la STEP pour l'assainissement collectif.
- Les prescriptions si elles existent et les niveaux de vulnérabilité des eaux souterraines, dans les aires d'alimentation en eau potable et les périmètres de protection identifiés.
- La prise en compte du tissu d'infrastructures existantes de façon à rationaliser les coûts des extensions et des renforcements des réseaux (EU, EP, AEP). Le zonage sera défini en fonction de la limite d'extension des réseaux.
- La réduction de la pollution des rejets d'eaux usées par temps de pluie pour les agglomérations d'assainissement > 10 000 EH et > 2 000 EH au droit des masses d'eau dont l'objectif n'est pas atteint à cause des polluants urbains.
- La réduction des émissions de substances prioritaires à échéance 2015 pour les établissements ou installations y compris les rejets urbains.
- La prise en compte et la recherche des substances listées dans la disposition 5B-1 du SDAGE Loire-Bretagne 2010-2015 dans les autorisations de rejets.
- L'intégration d'un volet « substances toxiques » à compter de 2012 dans le règlement du service d'assainissement des collectivités de plus de 10 000 EH.

■ EAUX PLUVIALES

Données :

- Dispositions 3D-4, 3D-2, 5B-2 (SDAGE Loire-Bretagne)
- [Carte des hydroécorégions de Niveau 1](#) (CEMAGREF)

Objectif :

Garantir la protection des milieux naturels et des activités anthropiques en justifiant que les perspectives de développement, les principes de gestion des ruissellements et des eaux pluviales, et le dimensionnement des ouvrages proposés sont en adéquation avec :

- Le respect de la cohérence entre le plan zonage pluvial et les prévisions d'urbanisme dans les PLU pour les communes et les agglomérations > 10 000 habitants
- Les orientations du règlement d'assainissement en vigueur sur la commune

- Les enjeux présents sur le territoire, vis-à-vis des phénomènes d'inondation ou de pollution du milieu naturel. Ainsi, les orientations d'aménagement ne doivent pas aggraver les ruissellements et les risques d'inondation :
 - définition de principes de développement adaptés : limitation de l'imperméabilisation des sols, préservation des axes de ruissellement vis-à-vis de l'urbanisation
 - définition de mesures compensatoires visant à maîtriser le débit de ruissellement à la source : favoriser l'infiltration des eaux lorsque cela est possible (zones de stationnement perméables, chaussées poreuses, ...), le cas échéant, stocker et limiter le débit de rejet, vers le réseau ou le milieu naturel.
 - ralentissement des écoulements par le maintien d'obstacles, notamment les haies dans les zones agricoles.
- La perméabilité des sols et les capacités de collecte des milieux récepteurs : elles seront évaluées pour définir des orientations d'aménagement et de gestion cohérentes avec les capacités et la vulnérabilité des milieux.
- La prise en compte du tissu d'infrastructures existantes de façon à rationaliser les coûts des extensions et des renforcements des réseaux (EU, EP, AEP). Le zonage sera défini en fonction de la limite d'extension des réseaux
- La réduction des rejets d'eaux pluviales (réseaux séparatifs collectant uniquement des eaux pluviales) et le respect des débits spécifiques relatifs à la pluie décennale suivants :
 - Dans les hydroécorégions de niveau 1 Massif central :
 - Dans les zones devant faire l'objet d'un aménagement couvrant une superficie comprise entre 1 ha et 7 ha : 20l/s au maximum ;
 - Dans les zones devant faire l'objet d'un aménagement couvrant une superficie supérieure à 7 ha : 3l/s/ha
 - Dans les autres hydroécorégions du bassin :
 - Dans les zones devant faire l'objet d'un aménagement couvrant une superficie comprise entre 1 ha et 20 ha : 20l/s au maximum ;
 - Dans les zones devant faire l'objet d'un aménagement couvrant une superficie supérieure à 20 ha : 1l/s/ha
- Les prescriptions liées aux nouveaux ouvrages de rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel, ou sur des ouvrages existants faisant objet d'une modification :
 - Les eaux pluviales ayant ruisselé sur une surface potentiellement polluée devront subir a minima une décantation avant rejet ;
 - Les rejets d'eaux pluviales sont interdits dans les puits d'injection, puisards en lien direct avec la nappe ;
 - La réalisation de bassins d'infiltration avec lit de sable sera privilégiée par rapport à celle de puits d'infiltration

Données :

- Dispositions 12A-1, 12B-1, 12C-1, 12C-3, 12C-4 (SDAGE Loire-Bretagne)
- [Carte des plans de prévention des risques naturels dans la Vienne \(DDT86\)](#)
- [Carte des atlas des zones inondables dans la Vienne \(DDT86\)](#)

Objectif :

Garantir la protection des populations et des activités anthropiques, sur le territoire communal, ainsi qu'à l'amont et à l'aval en justifiant que les perspectives de développement, les principes d'urbanisation sont en adéquation avec :

- Le report des servitudes du Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI) au plan des servitudes et le respect des règles
- Le report des servitudes liées aux ouvrages publics de protection contre le risque inondation.
- Les éléments contenus dans l'information des populations à l'initiative du maire dans les communes dotées de PPRI
- L'information de la Commission Locale de l'Eau (CLE) si le projet d'institution de servitudes d'utilité publique pour la création de zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement et la création ou la restauration des zones de mobilité du lit mineur d'un cours d'eau, en amont des zones urbanisées se situe sur un territoire de SAGE
- La mise en place de nouveaux remblais interdite sauf pour la protection de lieux fortement urbanisés
- L'interdiction dans toute la zone inondable d'implanter des structures dont le fonctionnement est primordial dans la gestion d'une inondation
- L'interdiction, dans toute zone inondable, d'implanter des activités nouvelles destinées à recevoir sans hébergement des personnes mineures ou vulnérables.
- L'interdiction ou la maîtrise de l'urbanisation de ces zones de façon à limiter les dommages liés aux inondations :
 - Interdiction d'urbaniser les zones d'aléa fort et très fort.
 - Possibilité d'urbaniser les zones d'aléa faible et moyen si les bâtiments et équipements sont construits de façon à ne pas être vulnérable aux crues et s'ils n'aggravent pas le risque d'inondation.
- La préservation de la dynamique des cours d'eau afin de ne pas aggraver le risque d'inondation à l'amont et à l'aval : construction d'obstacles aux écoulements interdite dans les zones de débordement, équilibre des remblais et déblais en zone inondable.

- La mise en place d'ouvrages ou d'ensemble d'ouvrages nouveaux d'écroulement de crues ne peut être autorisée que pour des crues importantes génératrices de dommages importants
- Le classement en zones naturelles inconstructibles des Zones naturelles d'Expansion de Crues.
- La possibilité de réaliser dans ces zones des ouvrages hydrauliques de lutte contre les crues.

■ MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES

Données :

- Dispositions 8A-1, 8A-3, 8A-4, 8E-1 (SDAGE Loire-Bretagne)
- Zones à dominante humide du SAGE Vienne
- Carte des axes migrants (Agence de l'eau Loire-Bretagne)
- Carte des réservoirs biologiques (Agence de l'eau Loire-Bretagne)
- Carte des cours d'eau « Continuité écologique » (Agence de l'eau Loire-Bretagne)

Objectif :

Garantir la préservation des milieux aquatiques et humides en justifiant que les perspectives de développement, les principes d'urbanisation sont en adéquation avec :

- Le respect des objectifs de protection des zones humides prévus dans le SDAGE et dans les SAGE . En absence d'inventaire exhaustif sur leur territoire ou de démarche en cours à l'initiative d'une CLE, les communes élaborant ou révisant leurs documents d'urbanisme sont invitées à réaliser cet inventaire dans le cadre initial de l'environnement
- La préservation et la protection des zones humides et du lit majeur des cours d'eau en définissant des actions adaptées aux problématiques soulevées dans le diagnostic.
- Les zones humides présentant un intérêt environnemental particulier (art. L.211-3 du CE) et les zones stratégiques pour la gestion de l'eau (art. L.212-5-1 du CE) sont préservées de toute destruction même partielle.
- Le classement des zones humides en zones suffisamment protectrices (zones naturelles N...) et la prise en compte de leur contour dans la définition du plan de zonage.
- La précision dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement des dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme (interdiction de réaliser des affouillements, drainage, exhaussement...)
- Les prélèvements d'eau dans une zone humide, à l'exception de l'abreuvement des animaux, sont fortement déconseillés s'ils compromettent son bon fonctionnement hydraulique et biologique.
- Les SAGE réalisent les inventaires précis des zones humides. La commission locale de

l'eau peut confier la réalisation de l'inventaire précis des zones humides aux communes, tout en conservant la coordination et la responsabilité de la qualité de l'inventaire. Dans ce cas, les inventaires sont réalisés de façon exhaustive sur la totalité du territoire communal. L'inventaire est réalisé de manière concertée.

- En l'absence de SAGE, les enveloppes de forte probabilité de présence de zones humides et l'inventaire sont conduits par les préfets pour préparer la délimitation des zones humides relevant des articles L.211-3 et L. 212-5 du code de l'environnement.